



Conseil économique et social

Distr. générale
18 mai 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par le Roma Centre for Social Intervention and Studies, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2011/100.



Déclaration*

L'un des problèmes les plus graves dans le domaine de l'éducation en Roumanie est la ségrégation scolaire fondée sur des considérations ethniques dont sont victimes les enfants roms. Une étude effectuée en 2011 par le Roma Centre for Social Intervention and Studies (Romani CRISS) (Centre rom d'études et d'interventions sociales) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance montre que la ségrégation scolaire a une influence importante sur les taux d'abandon scolaire et souligne que le taux d'abandon scolaire est plus élevé dans les écoles où plus de 50 % des effectifs sont des enfants roms. La question de la ségrégation a été officiellement reconnue par le Ministère de l'éducation à l'issue d'activités de pression menées par des organisations non gouvernementales (ONG). En 2007 un arrêté ministériel interdisant la ségrégation scolaire des enfants roms a été adopté. L'étude de 2011 susmentionnée indique que 76,6 % des personnes roms interviewées ignoraient que la ségrégation scolaire était interdite par arrêté ministériel.

Malgré cette position officielle, il existe encore des écoles et classes ségrégatives ou même des cas de ségrégation dans les écoles pour enfants handicapés. Des enfants roms sont placés dans ces écoles sans aucune justification médicale. La plupart du temps les enfants roms ne sont pas inscrits dans les jardins d'enfants et ne parlent pas le roumain comme langue maternelle. En raison de la faible efficacité de l'arrêté ministériel, de son application sporadique et de l'absence de systèmes de surveillance, des ONG ont présenté des observations et propositions sur le projet de loi sur l'enseignement. Cette loi a été adoptée le 10 janvier 2011 et ne comprend aucune disposition interdisant la ségrégation. Non seulement les efforts déployés par la société civile n'ont pas été pris en considération, mais les engagements pris par le Ministère de l'éducation en 2007 n'ont pas été respectés jusque récemment. L'arrêté 1540/2007 comportait une disposition visant à créer un dispositif permettant de suivre l'application de l'arrêté et d'élaborer des plans de déségrégation, mais ce dispositif n'a pas encore été créé malgré les activités de pression menées par les ONG. Par ailleurs conformément à cet arrêté, le rapport annuel sur la situation de l'enseignement publié par le Ministère de l'éducation devait comprendre un chapitre sur l'application de cet arrêté. Cette obligation n'a pas été remplie.

Étant donné que les organismes internationaux, notamment le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, condamnent la ségrégation, le Roma Centre for Social Intervention and Studies est fermement convaincu que l'existence d'une disposition interdisant la ségrégation dans le domaine de l'éducation est cruciale pour assurer le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme. En conséquence il prie instamment le Ministère roumain de l'éducation de s'acquitter de ses obligations énoncées dans la législation existante pour lutter contre la ségrégation des enfants roms. Il demande instamment au Ministère roumain de l'éducation de créer un dispositif de suivi pour identifier les établissements d'enseignement qui pratiquent cette forme de discrimination et pour élaborer des plans de déségrégation et assurer leur mise en œuvre.

Le Roma Centre for Social Intervention and Studies demande au Ministère roumain de l'éducation d'envisager d'amender la loi No. 1/2011 sur l'éducation

* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

nationale en incorporant une disposition interdisant la ségrégation scolaire des enfants roms. Cette mesure est cruciale pour assurer l'efficacité des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la ségrégation scolaire.
